

## SOMMAIRE

P. 1-3

En Haïti, faire l'Université au service d'un nouveau contrat social

P. 3-4

Actualité du mois

P. 5-7

Vu dans la presse et dans l'édition

La culture haïtienne  
L'agriculture haïtienne

P. 8

Le Collectif Haïti de France

## EDITORIAL

mai 2010 - n° 86

Le mois de mai, où Ronsard conseillait d'aller cueillir des roses, NIH est allé, pour vous cueillir des mots : les poètes et les écrivains haïtiens étaient fêtés et la culture haïtienne à la fête. Invitée à l'Hôtel de Lassay à Paris, au Festival des Étonnants Voyageurs à Saint Malo, en une du Monde, de Télérama, sur les ondes de France Culture, sur les écrans de la 5. Tous lieux français...mais les mots étaient haïtiens, venus d'Haïti, lus, chantés, poignants et magnifiques. Étonnants voyageurs ces mots, ces phrases, ces images. La culture pour dire la vie. La culture aussi pour apprendre à vivre ensemble, à réfléchir ensemble, à construire ensemble des liens de citoyens, souci de chacun pour tous. Tel est l'enseignement précieux d'Hérolde Toussaint, universitaire haïtien. Cueillons dès aujourd'hui les roses de la vie, là où elles poussent, sur leur terre. Et partageons les.

## En Haïti, faire l'Université au service d'un nouveau contrat social

**H**érolde Toussaint, professeur de sociologie à l'Université d'Etat d'Haïti et professeur invité à l'Université Laval au Québec, était de passage à Paris, le 12 novembre de l'année dernière, deux mois donc avant « La Chose » du 12 janvier 2010 ». Nous l'avons rencontré : l'acuité de son regard sur la nécessité, pour l'université d'Haïti, de faire de ses étudiants des citoyens responsables, le dynamisme de son action en ce sens nous avaient impressionnés. Voici quelques idées qu'il a partagées avec nous.

Il est de la responsabilité d'un Etat de financer son université

et la recherche. Or, en Haïti, l'Université d'Etat a un budget dérisoire. Ainsi, il n'y a pas de bibliothèques spécialisées ; il y a internet heureusement, mais on y trouve beaucoup de fatras qu'il faudrait savoir repérer et pouvoir éviter.

Pendant les cours, le professeur dicte et on prend des notes. En général, il n'indique pas ses sources ; l'étudiant ne peut ni juger, ni approfondir, ni comparer. Le professeur peut donc dire n'importe quoi. Hérolde Toussaint nous rappelle, par ailleurs, que les universités privées ne sont aucunement contrôlées. Mal payés, les professeurs d'universités, doivent, pour vivre, assurer plusieurs chaires ou être, en

plus, consultants. Ils sont donc, quand ils sont qualifiés - ce qui n'est pas toujours le cas - très peu disponibles pour faire de la recherche. « Nous n'avons pas un corps de professeurs chercheurs ». Or, peut-il y avoir développement s'il n'y a pas de recherche, de savoir vivant dans tous les domaines et s'il n'y a pas de cadres compétents issus du pays même ? Hérold Toussaint évoque la formation que les étudiants haïtiens vont chercher à l'étranger, il s'interroge sur le retour en Haïti. L'Etat cubain se soucie de cette question : les étudiants haïtiens, bénéficiant d'une bourse d'internat en médecine, ont l'obligation de revenir en Haïti. Très bien, dit-il, mais s'ils ont appris la médecine, ils n'ont reçu aucune éducation civique à la solidarité aussi veulent-ils tous aller dans le département de l'Ouest. Le problème des

soins et de la santé pour l'ensemble de la population n'est pas dans leurs préoccupations et donc pas dans leurs projets.

Il part du constat qu'on ne peut pas vouloir le développement en Haïti, si on ne se soucie pas de la formation, par l'université, d'une élite qui accepte de vivre en Haïti. Voici ce qu'on pouvait lire, dans le quotidien Le Monde du 6 avril 2010 et qui nous rappelle opportunément les propos de Hérold Toussaint : « Dans un pays miné par la fuite des cerveaux, l'aide doit s'efforcer avant tout, estiment-ils (NDLR : les recteurs des universités haïtiennes), de maintenir les étudiants sur place ; ils défendent donc un système de bourses ciblées sur les diplômés qui iraient se spécialiser pour un master ou un doctorat et à qui ils feraient signer « un engagement retour », car « la grande tendance » aujourd'hui, rappelle M Henry, (un des recteurs) est d'aller poursuivre ses études en République dominicaine, qui dispose de plus grandes capacités d'accueil et d'un plus grand nombre de filières ». M. Toussaint nous avait surtout présenté l'exemple des étudiants en médecine reçus à Cuba avec obligation de retour en Haïti

après une bourse d'internat ; « Oui mais, disait-il, il faudrait qu'ils soient bien encadrés à leur retour... Par ailleurs, une fois diplômés, ils veulent tous aller dans le département de l'Ouest »

Hérold Toussaint réfléchit donc à la difficulté qu'ont les Haïtiens à dépasser la question de leur survie individuelle pour se penser citoyens solidaires voulant vivre et réussir ensemble. Tout le travail, toute son inventivité et son énergie d'enseignant, vont être, sans moyens financiers, d'apprendre aux étudiants à changer de mentalité en réfléchissant ensemble.

Il réunit donc des groupes de jeunes, leur propose un thème

de travail commun et leur demande une production collective de ce travail.

Il a ainsi fait produire à ces jeunes étudiants du premier cycle universitaire les travaux suivants :

1. « Haïti et la France. 2003-2004. Un débat escamoté » ( 2009). Il les avait fait travailler sur le rapport dit « Régis Debray » du comité indépendant de réflexion et de propositions sur les relations franco-haïtiennes (janvier 2004)
2. « L'armée et la presse écrite en Haïti. Approche psychosociologique » (2007)
3. « Propagande politique et élections présidentielles en

Haïti » (2007)

4. « Communication, poésie et politique. Questions au Nouvelliste » (2006)

5. « Médias et citoyenneté » (2003)

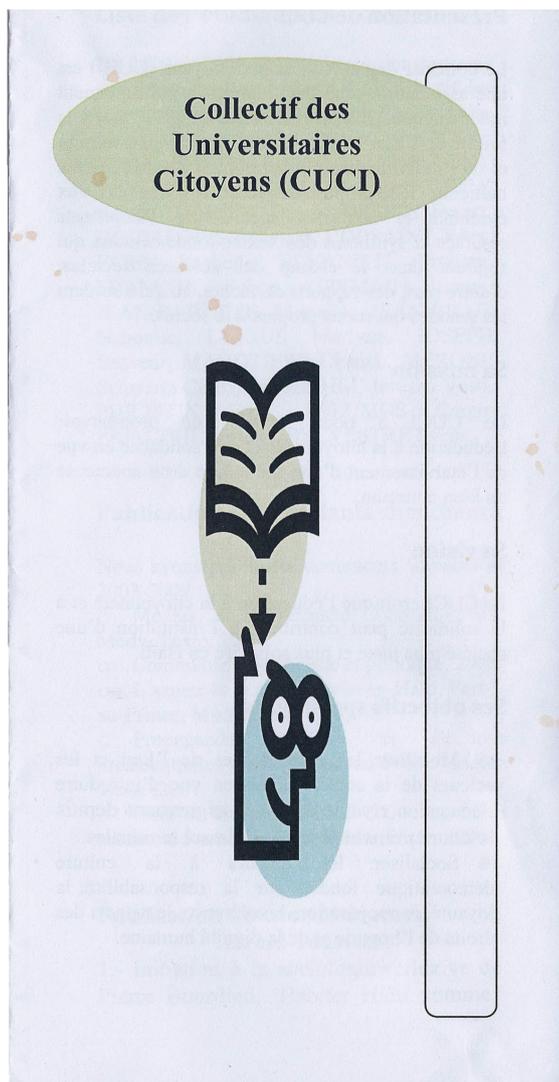
Les jeunes apprennent ainsi à lire un document, à le critiquer, à le comprendre, à en faire une synthèse. Et chacune de ces études, produites par eux, donne lieu à une présentation avec un débat public. Il initie les jeunes à la recherche scientifique. Par cette stratégie, il les socialise aux valeurs de la solidarité, de la responsabilité. Il les aide à s'aimer et à être ouverts aux autres.

Ces travaux collectifs permettent aux étudiants de se valoriser, de s'entraider, de se corriger mutuellement voire de se décentrer en vue d'atteindre un but commun. Ils les conduisent à travailler ensemble, à briser l'individualisme et à cultiver le goût de réussir ensemble.

Dans le même esprit, il a voulu ouvrir les jeunes étudiants haïtiens à de grands penseurs absents des bibliothèques ou totalement

inconnus d'eux mais qui les aideraient à mieux penser leur propre société haïtienne. Ainsi de Pierre Bourdieu, de Jurgen Habermas ou d'Erich Fromm, par exemple. Il rapporte les livres de France, les photocopies ou passe un accord avec un éditeur qui les vend aux étudiants à un prix réduit ; il garde toujours le souci du retour au texte. L'échange et la réflexion se font au cours de matinées universitaires qu'il a lancées, en février 2000, en souhaitant que l'idée soit reprise par d'autres professeurs. Il essaie d'ailleurs de s'appuyer sur l'avis d'un professeur de français ou d'un collègue. Mais ils sont très peu nombreux, les professeurs qui partagent l'idée de ce combat ou qui peuvent trouver la force d'y participer.

« Il ne faut pas oublier, dit Hérold Toussaint, que les traces



du colonialisme sont en nous et qu'on ne peut pas refaire l'histoire ». Comment se défaire de cette histoire tout en sachant en tenir compte pour éviter des erreurs irréparables ? « Il n'y a pas de culture de la négociation, nous sommes toujours divisés. Les Haïtiens ont peur de réussir ensemble. Il y a donc un travail à faire sur notre inconscient social. Qu'est-ce qui pousserait les Haïtiens à s'associer ? Quand donc les élites feront-elles leur autocritique plutôt que de toujours chercher un bouc émissaire ? Ne pas se décharger de ses responsabilités implique aussi compter d'abord sur ses propres forces. C'est pour répondre à ces questions qu'il encourage ses étudiants à travailler en équipe.

Le professeur Toussaint aurait pu avoir un financement international ; il n'en a pas. Certes, il en aurait besoin, mais il est prudent. Il ne souhaite pas que l'argent hypothèque

son travail. « Dans tout ce qu'on fait, on veut que le Blanc donne de l'argent or c'est cet argent qui corrompt. Il faut restructurer l'Haïtien », dit-il. Hérold Toussaint revendique aussi son autonomie par rapport au pouvoir politique.

Bien sûr, il ne se réjouit pas de la pauvreté des moyens dont il dispose : « Je travaille avec mes ongles » Il lance ainsi un appel à la diaspora étudiante. Les associations étudiantes pourraient imaginer, par exemple, de payer l'écolage d'un professeur, d'un maître, d'une école dans les mornes, pourquoi pas ? L'aide vraie, la seule vraie est celle qui forme en éduquant... Il croit fermement à l'éducation civique ou encore à l'éducation à la citoyenneté. L'Haïtien doit passer de la solidarité émotionnelle, de la solidarité affective à la solidarité sociale. C'est l'absence de ce type de solidarité qui explique en partie la misère haïtienne.

## ACTUALITE DU MOIS...

# La reconstruction continue, marquée par le fort investissement de la population et l'aide internationale

### René Préal souhaite rester au pouvoir jusqu'en mai 2011

Mettant en avant les circonstances du tremblement de terre du 12 janvier, le président haïtien René Garcia Préal affirme son intention de rester au pouvoir jusqu'à la date du 14 mai 2011, au cas où les élections pour le remplacer ne seraient pas organisées à temps (entre la fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011). Flairant une tentative de se maintenir au pouvoir au-delà de l'échéance constitutionnelle du 7 février, certains secteurs soupçonnent un projet non identifié chez Préal. Paradoxalement, les organisations, qui reconnaissent les difficultés à réaliser des élections en 2010, ne seraient pas favorables à la nouvelle démarche de la présidence. De nombreuses voix appellent à la mobilisation et à la vigilance pendant les mois à venir. Comme l'interdiction de manifestations dans certaines villes du pays, ces voix craignent un retour à l'arbitraire avec la loi d'urgence de 18 mois, votée en avril 2010, par députés et sénateurs, sous prétexte de permettre à l'Exécutif d'avoir les coudées franches pour entreprendre des projets de reconstruction post-séisme du 12 janvier 2010.

### La peur des secousses telluriques paralyse la population

Tandis que certaines écoles de la région métropolitaine fonctionnent au ralenti et font leur renvoi plus tôt que d'habitude, plusieurs parents hésitent à envoyer leurs enfants à l'école devant le danger que représentent les mouvements de panique successifs aux répliques. « La dernière réplique a un côté positif, parce qu'elle nous aide à comprendre comment aborder les enfants pour que la prochaine fois ils ne se mettent pas à courir dans tous les sens », estime la direction du lycée Firmin. « La consigne, c'est surtout de ne

pas paniquer ».

### Une nouvelle configuration dans la zone métropolitaine de la capitale

Une poussée démographique s'étend progressivement, depuis le séisme du 12 janvier 2010, au nord, au nord-est et à l'est de la capitale Port-au-Prince, avec l'occupation d'espaces physiques pour des habitats et l'implantation de bureaux et de services multiples et divers.

Ce déplacement de personnes et d'activités augmente la circulation piétonnière et automobile, créant des bouchons terribles dans les artères empruntées et suscitant de nouveaux besoins (transports publics, marchés publics, alimentation, eau potable, assainissement, santé, écoles, électricité, télécommunications, autres services publics) dans les superficies mentionnées. Il en résulte une augmentation dans les prix de divers biens, une pression accrue sur l'immobilier, dont les prix d'acquisition et de loyer sont très élevés, voire exagérés, face à une demande de plus en plus forte. La présence de compagnies et d'organisations internationales, disposant de moyens financiers importants, contribuerait à l'accroissement vertigineux des prix du loyer, depuis 3 mois, en différents points de l'aire métropolitaine de la capitale. Aucun plan, de reconstruction parasismique, n'est encore communiqué à la population. Dans l'intervalle, le gouvernement central a décidé d'établir des camps de personnes déplacées dans plusieurs municipalités, comme celles de Cité Soleil (au nord), de Croix des Bouquets (au nord-est) et de Tabarre (nord-est). 1,290 familles, qui vivaient dans un camp à risque à Pétionville (périphérie est) ont été relogées à Corail Cesselesse (Croix-des-Bouquets / nord-est de la capitale), et 512 autres familles à Tabarre (périphérie nord-est), selon la Minustah.

## **Des associations nationales proposent des stratégies pour la reconstruction**

Un regroupement, dénommé fédération des techniciens et professionnels actifs haïtiens (Fetepah) a présenté, le 28 avril, un plan qui vise la construction d'abris, susceptibles de générer des emplois et des revenus pour une équipe de 26 à 30 personnes durant un mois. Pendant que l'expert indépendant en droits humains des Nations Unies, le français Michel Forst, souhaite un moratoire dans l'expulsion (des camps) des personnes déplacées (après le tremblement de terre), - il demande notamment une protection spéciale pour les personnes vulnérables, comme les femmes, les enfants et les handicapés - l'organisme humanitaire international Médecins du Monde (Mdm) estime que dans un contexte de crise humanitaire majeure, l'évacuation de populations ne peut se faire sans « proposition alternative digne, respectueuse du droit des personnes et garantissant leur sécurité ».

## **Un plan d'investissement de 800 millions de dollars pour l'agriculture**

Le gouvernement prévoit d'injecter 800 millions de dollars américains dans les secteurs de production comme la pêche, l'élevage ou les crédits agricoles sur des périodes allant de 18 mois à 5 ans, selon ce qui ressort d'un débat organisé par le ministère de l'agriculture.

## **Le Programme alimentaire mondial prévoit des stocks alimentaires en prévention de la saison des pluies**

En plus de prépositionner (dans 30 zones ciblées) un stock de produits alimentaires, pour prévenir d'éventuelles urgences de la saison des pluies (en cours en Haïti), le Programme alimentaire mondial (Pam) entend mettre en oeuvre des programmes, susceptibles de contribuer à la reconstruction du pays, voire d'aider « à mieux construire », quatre mois après le séisme du 12 janvier 2010. Le Pam distribue actuellement de la nourriture à 2,5 millions de personnes, dont de nombreux sinistrés du séisme qui se sont réfugiés dans différents camps.

## **Le ministère de l'agriculture dément l'introduction de semences OGM en Haïti**

Déclarant que l'offre faite au gouvernement par la multinationale Monsanto ne contient pas d'Organismes génétiquement modifiés (Ogm). le ministre haïtien de l'agriculture, Joanas Gué, dément l'introduction de semences transgéniques en Haïti. Les hybrides proposés par la Monsanto, notamment le DK 003, le DK 5005 et le DK 1040 seraient adaptés aux conditions tropicales, selon le ministre.

## **Plusieurs milliers de jeunes à la plage pour la fête du drapeau et de l'université, le 18 mai**

A l'occasion du 18 mai, fête du drapeau et de l'université, plusieurs milliers de jeunes ont investi les plages du nord et du sud de la capitale, en vue d'évacuer le stress accumulé depuis 4 mois. Reflet de la vie réelle de la population, loin de l'agitation de ces dernières semaines, ce mouvement de

jeunes se récréant à la plage ne semble pas avoir préoccupé les politiques, qui ne font nullement cas des besoins et desiderata de la population, notamment en matière de transport public organisé qui a fait cruellement défaut à l'occasion du 18 mai 2010 ainsi que de séances de thérapie collective combien essentielle à l'équilibre psychoémotionnel des victimes du séisme.

## **La Banque interaméricaine de Développement mandatée pour piloter la réforme de l'éducation en Haïti**

La Banque interaméricaine de Développement (Bid), institution financière régionale, interviendra dans un processus de réforme majeure du système éducatif haïtien, sur une période de 5 ans, évaluée à 2 milliards de dollars américains. Sur les 5 prochaines années, La Bid compte apporter, pour cette réforme profonde de l'éducation, 250 millions de dollars américains en garantie, à partir de dons d'universités étrangères, de corporations, de fondations et de personnalités intéressées à supporter les institutions éducatives en Haïti, souligne son président, le colombien Luis Alberto Moreno. Des dispositions sont en attente d'être appliquées, depuis 1987, en ce qui a trait à l'article 38 de la Constitution nationale qui prévoit la gratuité de l'enseignement primaire (environ 6 ans de scolarité) sur tout le territoire national, contrairement au souhait d'une commission sur l'éducation qui vient de soumettre ses recommandations au ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp).

## **Des mouvements sociaux internationaux réclament davantage de solidarité avec Haïti**

Différents mouvements internationaux, qui s'étaient réunis à Madrid, à la veille d'un sommet de l'Union européenne (Ue) avec les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (Alc) demandent aux institutions internationales d'accorder à Haïti un moratoire (de 3 à 5 ans) sur l'application des accords économiques signés (Ndlr : en 2009 : Haïti a signé un accord de partenariat économique avec l'Union européenne), une annulation totale (immédiate et inconditionnelle) de la dette externe et la mise en place d'un processus de réparations ainsi qu'une coopération respectueuse de la souveraineté nationale (politique et économique du pays), au lieu de "l'usage de la force militaire comme solution à la crise". Le mouvement syndical haïtien dénommé "batay ouvriye" (Lutte ouvrière), qui a tenu des actions de protestation à l'occasion du 18 mai 2010 (traditionnellement fête du drapeau et de l'université), pointe du doigt une série de programmes d'implantation prochaine (à une date non encore déterminée) de manufactures et d'autres entreprises de sous-traitance dans l'aire des camps de personnes déplacées après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Entre-temps, les dirigeants des pays de l'Union européenne, d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé mardi à Madrid leur «engagement à long terme» en faveur «du relèvement et de la reconstruction» d'Haïti et de ses institutions, dans une déclaration finale adoptée au VIe sommet, entre les trois régions, auquel assistait le Premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive.

*Aurélien Tournois*

# VU DANS LA PRESSE ET DANS L'ÉDITION...

## Reconstruire Haïti avec des mots

Christine Rousseau in « Cahier du Monde », n° 20300, vendredi 30 avril 2010

Terre de pauvreté, de misère et de déliquescence politique : c'est ainsi qu'Haïti est souvent dépeinte, notamment depuis ce 12 janvier 2010, jour du séisme qui frappa avec la violence que l'on sait. Mais cette terre ne se réduit pas aux fléaux qui l'accablent.

Alors que les journalistes relataient l'événement, très vite les écrivains haïtiens se sont mobilisés pour témoigner du drame, de la solidarité à l'oeuvre, et surtout pour donner une autre image de ce pays structuré par une longue tradition artistique. Comme l'affirmait Dany Laferrière dans Le Monde du 17 janvier : «C'est la culture qui nous sauvera.»

Après l'urgence de dire et de combattre les préjugés, vient celle de reconstruire, par les mots et les livres. D'où la publication de Pour Haïti<sup>1</sup> et Haïti parmi les vivants<sup>2</sup>, deux ouvrages caritatifs et collectifs, conçus pour garder trace de ce moment unique où les voix des écrivains se sont jointes à celles des journalistes. Des écrivains que l'on retrouvera aussi dans Haïti, une traversée littéraire<sup>3</sup>, de Louis-Philippe Dalembert et Lyonel Trouillot.

Pour retracer plus de deux cents ans d'une histoire littéraire féconde et, à travers elle, «donner à entendre la complexité d'une terre, d'une culture, d'un peuple (...)», les deux romanciers haïtiens ont choisi la forme du dialogue entre

1 Le Serpent à plume, 176 p., 15 euros

2 Actes Sud/Le Point, 200 p., 15 euros

3 Presses nationales d'Haïti/Cultures France, 176 p., 19 euros

## Haïti : « Avec nos morts, avec nos mots »

Thierry Leclère in « Télérama », n° 3149, 22 au 28 mai 2010



Qui a été le porte-voix d'Haïti au lendemain de la catastrophe ? Qui a fait la une de la presse internationale ? Les Dany Laferrière, Lyonel Trouillot, ou encore le si populaire et talentueux Gary Victor. Tous ces romanciers francophones ont témoigné de la solidarité des Haïtiens, de leur dignité et de leur rage à sauver les survivants dans tous les quartiers – et ils sont

nombreux – qui n'ont pas eu la chance de voir un seul sauveteur étranger. Des écrivains qui ont eu tôt fait de rectifier la vieille rengaine : la supposée « malédiction » s'abattant sur l'île alors que c'est la misère, l'absence de règles d'urbanisme, la corruption et l'Etat défaillant qui ont tué, plus sûrement que les 7,3 degrés de magnitude du séisme. Haïti, pays de malheur ? Pays d'injustice, surtout.

un «candide» et un écrivain. Avec beaucoup d'humour, ils mettent en lumière l'histoire de ce pays où «la négritude se mit debout pour la première fois» (Aimé Césaire).

Revenant sur les temps forts de cette histoire, ils en éclairent les grandes étapes, de l'influence française des premiers temps de l'indépendance (1804) au mouvement d'émancipation commencé avec l'indigénisme. Ils analysent la place fondamentale de l'histoire dans les écrits haïtiens et étrangers (Victor Hugo, Lamartine, Alejo Carpentier, Madison Smartt Bell, etc.) et abordent la question du bilinguisme ou celle de la division entre écrivains «du dedans» et «du dehors».

Les auteurs évoquent enfin les différents courants littéraires (le réalisme merveilleux ou le spiréalisme) en insistant sur l'influence déterminante de la poésie et sur la qualité de certaines oeuvres phares, telles que Ainsi parla l'Oncle, de Jean Price-Mars, Gouverneurs de la rosée, de Jacques Roumain, ou Compère Général Soleil, de Jacques Stephen Alexis.

Utile pour appréhender cette nation d'écrivains et de poètes, ce texte - accompagné d'une anthologie de textes et d'un CD avec des témoignages, notamment de René Deprestre ou d'Emile Ollivier - l'est aussi par son aspect financier : le produit des ventes doit être reversé à des ONG pour la reconstruction de la Bibliothèque nationale d'Haïti.

[...] « Ici, on écrit avec son vécu... et on a tellement vécu ! » résume le jeune poète trentenaire Makenzy Orsel, qui campe chez ses voisins, juste en face de sa maison effondrée. Le voilà littéralement à la rue. Dans cette rue « où tout se passe en Haïti ». La vie des marchandes ambulantes, des parias, des sans voix. Tous ces héros anonymes qui hantent les romans haïtiens. « La littérature, c'est à elle qu'on demande tout dire, soupire Lyonel Trouillot. L'écrivain, ici, est surexposé. C'est pourquoi il lui est interdit d'être naïf. »

[...] « Ce peuple est foncièrement bon. Je veux croire que cette expérience tragique que nous avons vécue tous ensemble va nous changer. Et changer la société. On a tous eu l'impression de renaître », dit, pleine d'espoir, la romancière Kettly Mars. Haïti année zéro ?

[...] Tous l'ont secrètement espéré après le 12 janvier. Bien peu, aujourd'hui, y croient encore. A l'image de Gary Victor, pour qui « tout passe par l'école. Il faudra reconstruire ce pays mais aussi le capital humain pour produire dans vingt ou trente ans de nouvelles élites. Sinon, tout recommencera

comme avant. » [...] Alors, dans cette capitale des fatras et du génie humain, ces poètes et ces romanciers si précieux n'ont plus rien à prouver ; ils continueront à nous mettre Haïti au cœur. « Que peut la littérature devant les grands

malheurs ? Rien. Mais surtout pas se taire, écrit Lyonnel Trouillot. Avec nos morts, avec nos mots, nous qui sommes revenus du déluge de pierre écrivons pour trouver une place dans le monde des vivants. »

## Retour sur la soirée de soutien au peuple d'Haïti du 11 mai 2010 à l'Assemblée nationale

Organisée par le Bureau de l'Assemblée nationale et le groupe d'amitié France – République d'Haïti, en association avec la Fondation de France, cette soirée qui rendait hommage à la richesse de la culture haïtienne – « qui apporte l'énergie d'espérer et demeure porteuse d'avenir » – a réuni quelques deux cent personnes.

Suite à une brève présentation des personnalités présentes, Bernard Accoyer, président de la chambre des députés, est revenu sur l'importance d'accorder à Haïti une attention à long terme, a salué la force et le courage du peuple haïtien face à la catastrophe, a récusé la notion de malédiction « si souvent assénée par ceux qui ne connaissent pas les Haïtiens » et n'a pas manqué de déplorer l'essoufflement médiatique. Il a rappelé « l'importance des liens et des relations entre la France et Haïti ». Une précision historique qui ne pourrait toutefois faire oublier que la première visite d'un chef d'état français, depuis l'indépendance, a eu lieu

le 17 février 2010.

La suite de la soirée a été un moment à la fois émouvant et intense : accompagnés à la guitare par Amos Coulanges, Mariann Mathéus, Freydelyne Charles et Patrick Karl nous ont fait partager des textes d'auteurs haïtiens, comme un retour sur l'histoire, ses coups du sort et ses coups de génie. Le temps a semblé trop court pour donner à voir l'ensemble des œuvres littéraires haïtiennes, si riche, mais, d'Emeric Bergeaud à Frankétienne, Jean Métélus, Syto Cavé et Amédée Brun, en passant par les discours politiques de Pierre-Louis Dufay ou Dessalines, la sélection des textes déclamés par le trio s'est avérée touchante et représentative de la force et de l'espoir que nous apporte à tous cette culture, plus que jamais salvatrice pour les maux que vit, en ce moment-même, le peuple haïtien.

*Quentin Léal*

## Programme Manman bèf de Veterimed : bèf bay lespwa (une vache donne de l'espoir) !

Le programme « Manman bèf » que VETERIMED réalise en partenariat avec le Collectif Haïti de France fait son entrée à Vallue. En effet, grâce à l'appui du Rotary Club de Villefranche, France, 10 familles de Vallue, membres de l'association des paysans de Vallue (APV) ont pu recevoir chacune une vache conformément aux principes de VETERIMED. Toutefois, le 1er gros lot est gagné par la famille de Jeanne Jean Jacques, car elle est a acquis sa vache le 2 février comme tout le monde et voilà que son animal a déjà fait sa première mise bas. Elle est contente au point qu'elle appelle la vache Clotilde Démostil, nom de sa dernière fille qui est encore sous sa responsabilité, car elle pense que si elle meurt aujourd'hui, elle va laisser ce bien en héritage pour Clotilde.

Jeanne et Démosthène vivent depuis longtemps dans la zone de Bréneuf, Tenneau, 1ère section de Tete à Bœuf, Grand-Goave. Depuis



l'année 1987, Jeanne et son mari Démosthène participent activement à l'APV à travers le groupe de Branchireau. Ils n'avaient jamais eu de vache dans leur vie. L'arrivée de ce bétail constitue un grand espoir pour cette famille qui voit dans cette vache « un bâton important pour parer un éventuel coup ». Démosthène nous déclare que « je n'espérais

pas de vache pendant ma vie, aujourd'hui je l'ai. Je dis merci à l'APV qui m'a aidé à faire cette acquisition et je dois regarder cette vache comme mon enfant. Maintenant j'utilise les herbes de mon jardin pour nourrir l'animal qui est très important pour moi. Je suis content du projet et le lait est encore un autre support, la vache donne 2 litres par jour c'est de l'argent qui va entrer. »

Jeanne participe dans tout ce que fait l'association APV : construction de route, construction d'école, réunion, activité festive. Elle est membre du groupe FANM DEVWE de Vallue et se plaint de la lenteur que prend l'APV pour la reprise des activités de TOPLA (entreprise de transformation qui a été succombé sous le poids du séisme du 12 janvier). Sa maison a été elle aussi effondrée par le séisme et elle critique l'APV de n'avoir rien fait pour elle jusqu'à date pour la réparation de la maison.

Le programme « Manman bèf » est donc entré à Vallue. Ce travail sur les vaches constitue la première étape de la mise en place d'une mini laiterie à Vallue. En effet, depuis l'année 2008, l'APV, le Rotary Club de Villefranche et VETERIMED essaient de trouver les moyens pour la mise en place d'une mini laiterie. Ce projet intègre le combat que l'APV mène pour l'amélioration des conditions d'existence des paysans. C'est pourquoi, nous tenons à remercier tout un chacun pour leur support et les encourage à nous aider davantage car l'expérience de développement de 23 ans est une réalité et ce projet de laiterie est une action qui va dans le sens d'un changement réel et profond.

*Yvon Y. Faustin, Responsable d'APV*

# Mignonne, allons voir...

Jean-Luc Porquet in « Le Canard Enchaîné », n° 4671, 5 mai 2010



N'est-elle pas édifiante, la saga de Bigot Fleurs ? Voilà une petite entreprise horticole fondée il y a cinquante ans près du Mans, qui a longtemps produit artisanalement des roses. Jusqu'à ce jour de 2002 où, pression de la concurrence et vertige de la mondialisation aidant, Bigot décida d'aller faire pousser ses roses au Kenya.

Réussite totale ! La PME familiale, qui comptait auparavant 30 salariés, en a aujourd'hui 100. Et emploie 1 000 personnes au Kenya. Idyllique, vraiment, comme le raconte son patron Jean-Philippe Bigot dans Le Monde du 24 avril. Au Kenya, les conditions sont « optimales ». Température équatoriale constante. Ensoleillement idéal toute l'année. Et logistique aux petits oignons : les 53 hectares de serres produisent pas moins de 70 millions de roses par an. Chaque jour un avion part à 23 heures de Nairobi. Arrivée à 5 heures à Amsterdam. Camions isothermes qui livrent au Mans l'après-midi. Tapis convoyeurs, ensacheuses automatiques pour composer les bouquets. Lesquels repartent en camions dans toute la France des Hypermarchés. Et voilà comment, même en hiver, on peut s'offrir de belles roses pas chères chez Auchan...

Bien sûr, tout cela entraîne un affreux gâchis énergétique : kérosène, fuel et CO<sup>2</sup> à volonté. Mais, argumente Bigot, une étude montre que les roses hollandaises élevées sous serres chauffées et éclairées 24 heures sur 24 émettent, transport y compris, six fois plus de CO<sup>2</sup> que celles produites au Kenya...

Bien sûr, les travailleurs kényans sont payés au lance-pierre : 70 euros par mois pour 46 heures par semaine, excusez

du peu. Mais argumente Bigot, c'est le double du salaire minimum au Kenya. Mieux : Max Havelaar a accordé son label « commerce équitable » à Bigot (conditions de travail correctes, droits respectés, primes, etc.).

Bien sûr, les écologistes dénoncent l'usage intensif des pesticides. Mais argumente Bigot, nous élevons un insecte prédateur des araignées rouges qui permet de réduire de 70 % l'usage des pesticides. Bref, un vrai paradis... Pourquoi, alors, ce léger malaise ? À cause de quelques détails... Le gâchis, même limité, reste du gâchis.

Les nuisances, même limitées, restent des nuisances (à force d'être pompé, le lac Naivasha, près duquel se sont installés nombre d'horticulteurs européens dont Bigot, voit son niveau baisser au point que le biologiste David Harper prédit qu'à ce rythme, dans moins de dix ans, « il ne sera plus qu'un étang boueux et malodorant ». L'exploitation, même labellisée « équitable », reste de l'exploitation. Des salaires quinze fois inférieurs au smic ! On comprend que Bigot ait multiplié son chiffre d'affaires par quatre. Et que les horticulteurs français artisanaux qui, eux, n'ont pas délocalisé, incapables de s'aligner, s'effondrent. Toute cette belle aventure coloniale est-elle vraiment « durable » ?

Ne serait-il pas plus « équitable » que les Kényans, dont la moitié ne gagnent même pas un dollar par jour, profitent de leur soleil et de leur eau pour créer une véritable agriculture vivrière ? Qu'ils ne voient pas les plus-values créées par leur travail s'envoler sous d'autres cieux ? Et qui essaie de nous faire croire que nous avons besoin de roses en plein hiver ?

## Annnonce pour Veterimed dans le mensuel « L On Top »

« L On Top » est un mensuel féminin haut de gamme s'adressant avant tout aux femmes actives du monde l'entreprise.

La pleine page consacrée à Vétérimed et son programme «Lèt agogo» est parue dans le numéro de mars du magazine, en page 35.

Sa situation en page de droite est le meilleur positionnement possible puisque c'est la page la première à être vue lorsque l'on ouvre un magazine ou lorsque l'on tourne une page. Espérons que cela aura des répercussions positives, d'autant plus que l'ensemble des coordonnées du CHF sont mentionnées en bas de page...

## Au delà de l'urgence

Aidez le programme « Let a gogo », Lait à profusion, de Veterimed en Haïti :

En Haïti, la production animale est essentiellement le fait de l'élevage traditionnel. Ces produits, comme les produits laitiers, jouent un rôle essentiel dans l'alimentation et peuvent aussi jouer un rôle économique important. La demande annuelle pour les produits laitiers en Haïti se situe autour de 130 000 tonnes métriques, dont 45 000 fournies par la production nationale, dont le potentiel inexploité est pourtant de 145 000 tonnes.

Aujourd'hui, le réseau « Let a gogo » de Veterimed est constitué de 13 laiteries réparties dans le pays. Les laiteries s'approvisionnent en lait de vache auprès d'environ 800 producteurs et productrices et emploient en moyenne de 5 à 10 personnes.

En tout cette initiative économique et agricole viable touche environ 4 800 personnes et chefs d'exploitations.

Le tremblement de terre de janvier 2010 a considérablement et brusquement affaibli ce réseau en détruisant les débouchés. Les liens avec l'état Haïtien, acheteur pour les cantines scolaires, ou avec les magasins distributeurs de Port-au-Prince sont temporairement rompus. Le réseau est fragile, et manque de liquidité afin de faire face à cette période et de pouvoir reprendre, et si possible intensifier, son activité par la suite.



# Aidons HAÏTI A nourrir HAÏTI

En collaboration avec agronomes et vétérinaires sans frontières, Veterimed Haïti, œuvre pour mettre en place une chaîne alimentaire :

- Locale : conçue par, pour et gérée par des professionnels haïtiens;
- Adaptée aux réalités économiques et agricoles du pays;
- Pérenne, auditée et visée par des autorités gouvernementales ou des associations partenaires.

Pour plus d'informations sur les activités de Veterimed : <http://www.veterimed.org.ht/>

Envoyez vos dons à : Collectif Haïti de France avec le nom de l'association « Veterimed »  
21 ter rue Voltaire  
75011 Paris  
Tel : 01 43 48 31 78; Mail : [contact@collectif-haiti.fr](mailto:contact@collectif-haiti.fr)  
[www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)

Afin d'obtenir un reçu fiscal, joignez vos coordonnées postales complètes.



# LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE...

## Le mois passé au CHF...

### Le CHF a changé de local

Le Collectif Haïti de France a déménagé en mai dans un local plus grand ! En effet, tout en restant au CICP (Centre International de la Culture Populaire) au 21 ter rue Voltaire à Paris (11e), nous avons besoin d'un plus grand local pour accueillir les bénévoles, les élus du CA et du Bureau, et la nouvelle équipe permanente : un stagiaire, Quentin Léal, sur le volet information / communication, une chargée de mission post séisme, Cindy Drogue, sur les volets plaidoyer et travail avec les ONG, la coordinatrice, Emeline Sauvignet, sur les volets mises en réseaux des associations et travail avec les partenaires Haïtiens (Veterimed ,Groupe Médialternatif).

### Le CHF a continué son travail d'animateur du réseau des ONG pour Haïti

Le CHF est l'animateur d'un réseau d'une vingtaine d'ONG travaillant avec Haïti (appelé « Espace de partenariats Franco-Haïtien ») qui se réunit très régulièrement à Paris depuis le séisme . En mai 2010, ces ONG se sont mises d'accord pour continuer à travailler ensemble sur :

1/ l'organisation d'une journée sur le thème : comment articuler le travail entre ONG et collectivités locales ? L'idée est de prendre de la distance, de faire venir des personnes qui ont une expertise reconnue de la décentralisation dans des pays en crise, et se détacher un peu du contexte haïtien pour comprendre comment travailler avec les collectivités locales françaises et Haïtiennes en situation de crise.

2/ des actions de plaidoyer, notamment dans le cadre d'une possible révision du Document Cadre de Partenariat, qui régit la coopération entre la France et Haïti.

### Le CHF s'implique dans un groupe de travail sur l'eau et l'assainissement en Haïti

Le 20 mai dernier se tenait la première réunion plénière de la 'Plateforme des acteurs français pour l'eau et l'assainissement' à Paris. Le Collectif Haïti de France y était invité et a intégré le Comité de pilotage de la Plateforme. Certaines associations membres du Collectif Haïti de France avait déjà répondu à un petit questionnaire 'Eau et Assainissement' en décembre 2009, dans le cadre de la construction de cette plateforme. Les quatre objectifs principaux de la plateforme sont les suivants:

- renforcer les capacités des communes haïtiennes dans la gestion de l'eau potable et de l'assainissement ;
- appuyer la mise en œuvre de la réforme sectorielle par l'Etat haïtien ;

- soutenir les actions existantes et favoriser les actions concertées ;
- lier les enjeux de l'accès à l'eau et l'assainissement à des enjeux plus larges de développement local.

La Plateforme regroupe toute les familles d'acteurs (ONG/organismes de formation/agences de l'eau/fondations/entreprises, bureaux d'études, institutions nationales...) engagées dans des actions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement en Haïti. Elle dispose d'un portail Web où sont diffusées des informations sur l'état du secteur, les actions en cours, les documents utiles, etc. : <http://www.pseau.org/haiti-eau/>

Le Collectif Haïti de France a décidé d'intégrer cette plateforme dans le but de relayer les difficultés et problématiques auxquels ses associations membres et leurs partenaires peuvent être confrontés. Nous pouvons également apporter à cette plateforme l'expertise de terrain que vous pouvez avoir si vous nous relayez vos informations. En bref, il s'agit de vous représenter! N'hésitez pas à nous contacter par mail : [partenariat@collectif-haiti.fr](mailto:partenariat@collectif-haiti.fr).

## Le mois à venir...

### Le CHF va mettre en ligne son nouveau site internet

Comme annoncé fin 2009, le CHF a travaillé pour améliorer son site internet, le rendre plus attrayant et utile pour ses adhérents et les internautes en général. Le travail touche à sa fin et nous espérons grandement mettre en ligne ce nouveau site Internet courant juin. Vous serez avertis de sa mise en ligne par un email et nous en profiterons pour vous informer sur ces nouvelles fonctionnalités.

### Salon des solidarités

Le CHF a été invité à tenir un stand les 4, 5 et 6 juin au 3<sup>e</sup> Salon des solidarités au Parc de la Vilette à Paris de 10h à 19h. Ce sera l'occasion pour vous de venir nous rencontrer ainsi que 250 exposants issus des différents secteurs de la solidarité et/ou de s'informer avant de s'engager ici ou là-bas!

### Mission en Haïti

Les salariées du CHF vont aller en Haïti en mission pour une quinzaine de jours début juillet pour rencontrer nos diverses partenaires et faire le suivi de la collecte de fonds « haïti mobilisation 2010 » (Veterimed et le Groupe Médialternatif), rencontrer les plateformes d'associations haïtiennes sur les question de plaidoyer agricole et migratoire.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France  
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris - Tel : 01 43 48 31 78  
[infocom@collectif-haiti.fr](mailto:infocom@collectif-haiti.fr) / [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)